



La crise économique au Canada au printemps de 1848

Alfred Dubuc

Volume 3, numéro 3, 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055140ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055140ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

La crise économique au Canada au printemps de 1848

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dubuc, A. (1962). La crise économique au Canada au printemps de 1848. *Recherches sociographiques*, 3(3), 317–329. <https://doi.org/10.7202/055140ar>

LA CRISE ÉCONOMIQUE AU CANADA AU PRINTEMPS DE 1848

Quelques considérations tirées de la correspondance d'un marchand

« . . . it would indeed be a source of the greatest pain to Her Majesty's Government if they could share in the impression that the connection between this Country and Canada derived its vitality from no other source than from the Exchange of Commercial preferences. »

GLADSTONE 1

Lorsque l'on a la chance, au hasard d'une recherche en archives, de découvrir quelques écrits d'un témoin particulièrement intelligent qui décrivent le déroulement au jour le jour de certains aspects d'une crise économique ancienne qui a affecté profondément le développement économique du Canada, on a l'impression de pénétrer davantage à l'intérieur de la réalité humaine de l'époque et d'arriver ainsi à une meilleure intelligence des facteurs de l'évolution. J'ai eu le grand avantage, dernièrement, de pouvoir consulter le fonds d'archives Molson à Montréal.² J'y ai découvert, dispersées dans plusieurs chemises, parmi de nombreux autres documents, treize lettres qui, groupées, m'ont paru offrir un intérêt que j'aimerais faire partager aux lecteurs de cette revue.

Si, de plus, la crise ancienne manifeste certaines analogies avec des problèmes que rencontre aujourd'hui la politique économique du Canada, ces vieux papiers poussiéreux se teintent d'une lueur d'actualité fort délectable ; la phrase ci-haut en exergue, tirée d'une lettre de 1846 du secrétaire aux colonies au gouverneur général du Canada, laisse entrevoir cet intérêt de surcroît.

1 Extrait d'une lettre de Gladstone à Cathcart datée du 3 juin 1846. Cité par Gilbert Norman TUCKER, *The Canadian Commercial Revolution, 1845-1851*, New-Haven, Yale University Press, 1936, 96 (Yale Historical Publications, Studies, IX).

2 Ce fonds est d'une richesse remarquable pour l'histoire économique ; il compte au delà de 500 volumes dont près de 300 en livres de comptes des entreprises multiples de la famille Molson depuis 180 ans. Ce fonds porte la désignation de *Collection of Historical Records, Documents, Papers, Letters and Publications. Molson Archives*. Je dois souligner ici, et en remercier les responsables, la libéralité avec laquelle ce fonds m'a été rendu accessible.

Les Molson s'adonnent, à l'époque, à toutes sortes d'activités commerciales et industrielles.¹ Ils se procurent des grains pour la fabrication de la bière et des alcools, bien sûr, mais ils achètent, en outre, tout au long des rives du lac Ontario et du lac Érié, des quantités relativement considérables de farine et de blé qu'ils revendent en Angleterre. Pour ce faire, ils font appel à la perspicacité d'agents qui vont s'enquérir des conditions locales du marché, leur communiquer les nouvelles au jour le jour et effectuer pour eux les achats de produits ; en retour, les Molson reçoivent les nouvelles de Londres et, connaissant les fluctuations du marché européen, donnent en conséquence des instructions à leurs agents. S'il arrive que les Anglais, par un revirement de leur politique coloniale, diminuent subitement leurs achats de blé canadien et qu'au même moment le commerce canadien se retourne vers le marché de New-York, il se produira certains soubresauts que la correspondance de l'un de ces agents ne manquera pas de nous décrire ; c'est précisément la série des lettres de l'un d'entre eux décrivant une pareille situation qui va faire l'objet de cet article.²

La crise de 1846-1849 a été très grave au Canada, comme dans plusieurs des pays occidentaux ; non seulement elle a suivi le déroulement d'une fluctuation conjoncturelle, mais elle a ébranlé la structure même de l'économie et imprimé un tournant à son évolution.³ S'il est admis généralement que le gouvernement canadien a élaboré, durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, une véritable politique de développement économique axée sur la construction des chemins de fer, la mise en culture des grandes plaines de l'Ouest et les relations commerciales étroites de l'Empire britannique, il est moins visible, mais tout aussi réel, que la première moitié de ce siècle avait connu une politique, peut-être moins rationalisée, mais analogue dans ses lignes de force, axée sur la construction des canaux, d'abord de l'Outaouais et du Rideau, ensuite du Saint-Laurent, l'exploitation agricole du territoire

¹ Deux ouvrages principaux ont été écrits sur l'histoire de la famille Molson ; le plus ancien est celui de Bernard K. SANDWELL, *The Molson Family*, Montréal, 1933. Le plus récent s'attache aux entreprises industrielles et commerciales des Molson et particulièrement à la brasserie : Merrill DENISON, *The Barley and the Stream*, Toronto, McClelland and Stewart, 1955 ; la traduction française d'Alain Grandbois a été publiée sous le titre : *Au pied du courant ; l'histoire Molson*, Montréal, Beauchemin, 1955.

² Ni l'original de ces lettres ni les réponses des Molson n'ont été conservés ; seules nous sont parvenues les copies de larges extraits de ces lettres écrites à l'époque de la main d'un des employés du bureau-chef de Montréal. Dans le fonds Molson, la référence précise à ces lettres est : *Unit I, Series C (Correspondence). Vol. 374, file : Correspondence to Thomas and William Molson and Co.*

³ Pour les descriptions de cette crise économique et ses répercussions politiques, il faut lire en tout premier lieu l'ouvrage déjà cité de G. N. TUCKER, *The Canadian Commercial Revolution*. En outre : Adam SHORTT, « Economic History, 1840-1867 », dans le volume 5 de la série *Canada and its Provinces*, 23 vol., Toronto, 1914 ; Duncan MCARTHUR, « History of Public Finance, 1840-1867 », dans : *ibid.* ; Mary Quayle INNIS, *An Economic History of Canada*, nouvelle édition, Toronto, The Ryerson Press, 1954 (bibliographie importante), voir chapitre VII ; Donald CREIGHTON, *The Empire of the St. Lawrence* (nouvelle édition du volume *The Commercial Empire of the St. Lawrence*), Toronto, Macmillan, 1956, chapitres XII et XIII ; W. T. EASTERBROOK et Hugh G. J. AITKEN, *Canadian Economic History*, Toronto, Macmillan, 1956, chapitres IX, XII, XIII et XIX.

formant aujourd'hui la province d'Ontario et, là encore, sur les liens étroits qui unissaient entre elles les parties de l'Empire britannique.

Londres avait accepté de jouer le jeu qui consistait, indépendamment du financement de la construction des canaux, à attirer sur le marché anglais par la navigation fluviale du Saint-Laurent, non seulement le blé de l'Ontario — favorisant ainsi la mise en valeur de ce territoire —, mais en outre, et surtout, celui du Mid-Ouest américain ; le blé américain, transformé dans les meuneries canadiennes des Grands Lacs et de la haute vallée du Saint-Laurent, était en quelque sorte naturalisé et pouvait entrer en Angleterre à titre de farine britannique, les expéditeurs tirant profit des préférences tarifaires impériales ; ainsi avait pu se développer rapidement le secteur industriel de la meunerie, tout comme les nombreux services annexes du financement, du courtage, de l'entreposage et du transport du produit.

Les fameuses *Corn Laws* du gouvernement britannique avaient été amendées plusieurs fois de façon à assurer une préférence tarifaire à la farine et au blé coloniaux sur le marché de l'Angleterre. La dernière avait été la fameuse loi dite *Canada Corn Act* du 11 octobre 1843 qui assurait une préférence absolue à la farine et au blé canadiens, non seulement sur les matières panifiables étrangères, mais même sur celles des autres colonies britanniques.

Cette concession avait été en quelque sorte arrachée au Parlement qui s'acheminait, déjà à cette époque, sous la pression des intérêts liés à la célèbre école de Manchester, vers l'abrogation de tout le système mercantiliste et l'adoption d'une politique de commerce extérieur de libre échange. En 1843, il fallait convaincre les financiers de Lombard Street que les grands travaux de construction de la voie maritime du Saint-Laurent allaient s'avérer rentables. L'année précédente, le gouvernement métropolitain avait consenti à garantir le paiement de l'intérêt d'un nouvel emprunt du Canada ; les obligations venaient d'être lancées sur la place de Londres.

C'est ainsi que de 1843 à 1846 l'économie canadienne connut une certaine prospérité : vastes travaux publics, augmentation de la superficie emblavée des terres de la haute vallée du Saint-Laurent, importation volumineuse de blé américain, investissements nombreux dans la meunerie,¹ exportations considérables vers l'Angleterre. La concentration de toutes ces ressources en Angleterre et au Canada n'avait été rendue possible que par la croyance générale au maintien à perpétuité de la préférence impériale.

C'est dans ces circonstances que, le 26 juin 1846, le gouvernement conservateur de Peel annonça son intention d'abroger, par étapes successives

¹ Ces investissements dans la meunerie ne portèrent pas tant sur l'ouverture de nouvelles entreprises que sur l'accroissement des dimensions. En 1842, 414 moulins faisaient tourner 584 paires de meules ; en 1848, 548 moulins faisaient tourner 1,200 paires de meules (G. N. TUCKER, *op. cit.*, 93).

réparties sur trois années, la totalité de la législation tarifaire sur le blé : tout tarif protecteur à l'importation des matières panifiables serait aboli, la préférence impériale allait disparaître. Ce fut précisément l'année où éclata la grande crise économique, aggravée, en Angleterre par la maladie du blé, en Irlande par la maladie des pommes de terre. La famine gagna toutes les Îles britanniques et poussa le gouvernement Peel à suspendre complètement l'application des *Corn Laws* du 26 janvier 1847 au 1^{er} mars 1848 ; au milieu de 1847, le niveau général des prix s'affaissa subitement en Angleterre ; la crise gagna bientôt tout l'Occident.

Les fluctuations économiques du marché international se répercutent avec une amplitude aggravée sur les économies dont le produit national est formé pour la plus grande partie de matières premières et de produits alimentaires exportés vers les pays étrangers et dont une grande part du revenu national est utilisée à l'importation de biens d'équipement et de produits de consommation manufacturés. L'économie canadienne est toujours demeurée vulnérable à cet égard ; elle l'était encore davantage à cette époque.

La crise toucha tous les secteurs de l'activité économique ; en 1848, on ne réussit à exporter que 30% de la quantité de blé expédiée en 1847, que 60% de la quantité de farine.

Sur les entrefaites, les Américains cherchèrent à attirer sur leur territoire le commerce que l'Angleterre semblait vouloir négliger ; en 1845 et en 1846, Washington promulgua les lois de *Drawback* qui ordonnaient que l'on remît aux importateurs les droits qu'ils avaient payés à l'entrée des États-Unis sur les produits devant traverser en transit le territoire américain en direction ou en provenance des colonies britanniques d'Amérique du Nord.

Tel est le contexte dans lequel nous allons voir évoluer, au printemps de 1848, James H. Birss que la maison Molson a choisi comme agent pour effectuer des achats de farine sur les différents marchés du lac Ontario et du lac Érié et lui communiquer par lettres toutes les informations susceptibles d'éclairer ses décisions. Cette correspondance, qui s'étend sur les mois de février et mars 1848, nous fera participer à la spéculation que vont provoquer l'arrivée d'acheteurs américains sur le marché canadien¹ et la décision des banques canadiennes d'innover en matière de crédit agricole.

I. Le marché des Grands Lacs ne constitue pas une unité par lui-même ; il ne répond en aucune façon aux exigences de mobilité parfaite des produits ; les conditions locales varient d'un port à l'autre et chacune des régions qui forment l'*hinterland* de ces ports est imperméable à la région voisine ; le climat et l'état des routes ne permettent pas que l'on puisse partout en même temps apporter le blé de l'intérieur aux entrepôts et aux meuneries.

¹ Les récoltes furent mauvaises aux États-Unis en 1848 et en 1849 ; voir les graphiques et les données sur le volume des exportations dans : Douglas C. NORTH, *The Economic Growth of the United States, 1790-1860*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1961.

Les prix du blé et de la farine fluctuent, non seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace. Celui qui veut prendre connaissance du marché doit se déplacer sans cesse, être partout à la fois ; il lui faut s'enquérir le plus rapidement possible de toutes les nouvelles et de toutes les rumeurs. Birss nous apparaît comme un agent particulièrement zélé à ce titre :

« I arrived at Coburg this morning at 4 o'clock were I spent the most of the day, then came on to this place [Port Hope] which I reached half an hour ago . . . I go on to Toronto to take a look there as well as Brantford and Hamilton » (2 février).

« On my arrival here [Hamilton] I informed myself as best could who had flour for sale. I went out to Dundas, Waterloo, Galt and called on all the millers in that section » (11 février).

Et l'on pourrait ainsi suivre Birss dans ses allées et venues tout au long de la rive du lac Ontario ou dans ses randonnées à travers l'arrière-pays de l'une ou l'autre des villes qui jalonnent son parcours.

II. Les premières inquiétudes de Birss, durant ces mois d'hiver, portent sur les variations du climat ; celles-ci présentent un double danger : d'abord, celui d'arrêter toute communication par une hausse de la température ; en effet, à cette époque précédant les chemins de fer, toute surface de glace ou de neige durcie devient route, même les marécages et les rivières.¹ L'hiver est la saison des transports intérieurs, à l'exception des moments où, la température s'élevant au-dessus du point de congélation, la neige fond, les routes enfoncent, jusqu'à ce qu'une nouvelle gelée et une nouvelle chute de neige ne rétablissent les communications.

« The roads being in very bad condition prevents much coming in . . . The country back of this is full of it [blé] . . . The grain is all thrashed out only waiting snow » (2 février).

« . . . trade dull ; weather splendid more like September than February » (17 février).

« The weather the past day or two has cut up the roads badly, so that little wheat will come in » (23 février).

« . . . we have had a good fall of snow which is all the better for buyers of flour, it will bring out the wheat from the back townships » (3 mars).

En second lieu, le climat d'hiver est décisif pour les régions, comme celle que visite Birss, où l'on pratique la culture du blé d'hiver ; semée à la fin de l'été, la plante sort de terre avant l'arrivée des froids, moment où s'arrête la croissance ; la neige va préserver la plante contre les gelées profondes et, au printemps, la croissance se poursuivra.² Lorsque la saison hivernale se caractérise par des sauts considérables de la température, que des fontes de neige sont suivies de gelées très fortes, la récolte de blé

¹ Pierre DEFFONTAINE, *L'homme et l'hiver au Canada*, Paris, Gallimard, 1957. Les chapitres VIII et IX traitent particulièrement des problèmes de circulation sur la neige.

² J. G. C. FRASER et A. G. O. WHITESIDE, *Blés de printemps et d'hiver pour (sic) l'Est du Canada*, Ministère de l'agriculture du Canada, publication n° 871, Ottawa, décembre 1952.

d'hiver peut être compromise ; or, il s'agit précisément du blé de la qualité la meilleure qui fournit la farine la plus recherchée. Une température de septembre en plein mois de février fait peur :

« Should the frost this winter injured the wheat there is no saying what prices will be next harvest » (3 mars).

Tout autant que les variations de la température, les nouvelles qui proviennent d'Angleterre peuvent avoir, selon les circonstances, des effets immédiats sur les prix ; ces nouvelles arrivent au Canada avec les navires ; Birss en est friand :

« I read the Montreal Telegraphic report last evening, got the steamers news » (4 février).

« I feel persuaded (unless the news from England keeps prices of wheat down) that wheat in this quarter will keep up » (7 février).

« The news by the *Sarah Sands* showed a decline of 1/. [schilling], otherwise there would be no getting a barrel of flower » (14 février).

« The news by the *Hibernia*¹ is in ; prices up here will not be affected by them » (17 février).

« . . . prices will decline unless the news by next steamer are more favorable for shippers which is not very likely » (24 mars).

Deux menaces, donc, subsistent sur ce marché qui va se tendre de plus en plus : les variations du climat et les mauvaises nouvelles d'Angleterre ; celles-ci risquent de faire baisser les prix, celles-là de les pousser à la hausse.

III. Lorsque débute sa correspondance, Birss n'a pas encore discerné la tendance véritable du marché ; ses lettres décrivent les indices qui vont le pousser à admettre son erreur et à modifier son diagnostic. Au début de février, il constate qu'il n'y a pas d'acheteurs sur le marché, ou très peu ; il croit que les prix sont au plus bas et c'est pourquoi, selon lui, en plus des difficultés du climat, le blé n'arrive pas de l'arrière-pays.

« I learned that from the want of buyers as yet little wheat has come forward particularly in the former place [Coburg] at this place Gilmours being the only ones in the market they pick up what comes forward by paying 3/6² per 60 lbs . . . the country back of this is full of it and it must come out before Spring » (2 février).

« . . . what was doing in wheat : there was but one answer — bad roads, low price offering (3/6) and I dare say want of the needful to satisfy them — very little has found its way to the mill, none of the millers have any ready manufactured » (4 février).

¹ Il peut être intéressant de mettre ici en parallèle l'inquiétude de Birss à l'égard des nouvelles d'Angleterre et cette attente générale qu'elles provoquaient dans toute la population, que Creighton avait déjà décrite : « Les noms mêmes des navires qui apportaient les sinistres nouvelles devinrent connus d'une extrémité à l'autre du Canada ». Et il cite, à l'appui, cet extrait du journal *Le Patriote*, en date du 27 janvier 1846 : « Nous ne croyons pas que, depuis que le Canada est devenu une province de l'Empire britannique, l'arrivée d'aucun vaisseau d'Europe n'ait provoqué autant d'anxiété que celle de l'*Hibernia* » (Donald CREIGHTON, *The Empire of the St. Lawrence, op. cit.*, 361).

² « 3/6 » signifie : « 3 schillings and 6 pence ».

Birss n'achète pas dans de telles circonstances ; à son avis, l'intérieur regorge de blé qui devra arriver aux entrepôts avant le printemps ; les prix baisseront sans doute encore davantage. Déjà, à ce moment, Birss constate la présence de l'élément perturbateur qui va modifier son opinion et empêcher que son erreur ne subsiste trop longtemps :

« I learn that some Yankees are over buying » (4 février).

« The millers who have flour for sale are not anxious to part with it at 18/9 knowing that there are some purchasers at present in the market they expect more to follow by and by » (5 février).

C'est le moment de faire connaître sa présence sur le marché, mais Birss y va bien timidement et n'a pas grand succès :

« I called on Brown this morning who has a first rate lot of 1500 barrels, superfine, for sale. If it comes within my ideas I will secure it ; it wont do to appear too anxious to buy but by letting them know I am in the market, anything turning up I will have a chance at. 18/9 is freely offered, holders expect a slight advance. — Since writing the foregoing I have seen Brown who cannot give me an answer about that lot flour till tomorrow . . . » (5 février).

« . . . the other lot of 1500 barrels super I felt conscious of securing but Brown the forwarder must have told Young I was after it, and he secured it » (7 février).

C'en est assez pour faire comprendre à Birss qu'il s'est trompé sur la tendance du marché ; celui-ci est loin d'être en baisse comme il le croyait, les prix du blé et de la farine ne cessent de monter ; il regrette d'avoir mis tant de temps à s'en apercevoir :

« . . . the fact is I was 10 days too late to get any chance of what was already ground and finding purchasers for it readily at prices for 17/6 @ 18/9 give the parties an idea that there would be more purchasers in the market than flour to supply them with » (7 février).

« I can scarcely believe it but a person assured me that a first rate lot of flour have been bought here in the winter at 16/9 ; had I come up as I wished in the month of January a little fortune could have been realized by this time, any quantity might have been contracted for at 17/6 » (11 février).

« One thing is certain that wheat can scarcely ever be less than what has been paid for it this winter » (19 février).

IV. Depuis janvier, donc, le marché n'était plus à la baisse ; s'il n'y avait pas de transactions au début de février c'est que, déjà, les acheteurs avaient fait sentir leur présence et que les vendeurs refusaient de vendre, attendant que la hausse des prix se poursuive. C'est maintenant la demande américaine qui entraîne le marché ; celle-ci se porte de préférence sur le blé :

« . . . one thing is very certain that wheat will not go lower, for we have Americans in the market buying all over and so long as they keep with us present prices will maintained » (17 février).

« ... at Detroit the quantity in store is little or nothing compared with last year, which I have no doubt of is the cause of the New York market keeping up so well » (19 février).

« There will be little wheat to go forward as the Americans who have had a monopoly of the market all along the shores of Lake Ontario will take it over to Oswego ; they are paying 4/2 at Port Hope, 3/11 - 4/. at the several small ports between this [Toronto] and Hamilton » (3 mars).

Quelques gros acheteurs canadiens ont immédiatement saisi le sens des transformations qui s'opèrent ; plutôt que d'aller vendre à Montréal, puis en Angleterre, ils dirigent maintenant leur activité sur New-York ; ce qui leur permet d'acheter à plus haut prix que ceux dont les intérêts restent fixés sur Londres et Montréal ; ainsi peuvent-ils accaparer les produits :

« I dont know what Young's calculations are, whether he is looking forward to New York for a market in preference to Montreal, but he is going regularly into it and is buying largely at Toronto, here [Hamilton] and at Port Stanley, paying high prices up there, but I believe if any one knows what he is about he does ; he has also several mills in his employ . . . Chapman is up here ; he is like myself on a low ticket ; he did nothing in Toronto in consequence of Young's sweeping prices » (17 février).

« Young came up from Toronto on Saturday ; he told me that he was going home shortly, that prices were entirely too high ; which is all gammon, for I afterwards met him in Brantford where I learn he was making contracts at something under 20/., but at present rates it can't be much under . . . I didn't know to what extent he has bought in Toronto ; to all appearance they are going regularly into it and I feel persuaded that most of their stuff is intended for the New York market where I dare say they will realize something handsome out of it as the supply from the West is expected to fall . . . their plan of operation was well laid and is being well carried out ; they could never have secured one half the quantity they did if they had stuck at 6 d. @ 1/. a barrel for by that means frightened everyone out of the market who like myself came up with the intention of getting it at 17/6 @ 18/9" (19 février).

Quant aux marchands qui, malgré la conjoncture, restent liés au marché d'Angleterre, leur position devient intenable, mais ils sont les plus lents à comprendre le revirement du marché ; on a l'impression qu'ils ne peuvent se résigner à admettre l'évidence. Birss qui, malgré une certaine lenteur, a finalement compris, va s'efforcer d'expliquer aux Molson la raison de la hausse des prix et de les entraîner à modifier leurs décisions ; et lorsqu'il sera convaincu qu'ils tardent trop, il spéculera pour lui-même ; quant à ceux-là, ils finiront par réagir, mais trop tard pour tirer profit de cette spéculation.

« I should like to hear from you giving me your opinion as to how high I should go for it. I feel persuaded . . . that wheat in this quarter will keep up and flour must follow » (7 février).

« I notice what you say respecting prices, from what I have seen and learn there is not the least chance of buying flour at 19/.; it cannot be manufactured for that price ; several millers have waited on me to-day expecting a command to buy wheat and grind it ; they all agree that at the present price of wheat, the bare cost of it laid down at Dundas would be 19/7 paying them the milling profit only. So satisfied was I of it before this that I

thought if anything was to be done in it, the better way would be to get a good miller who would take a contract for 2,000 barrels at a trifle over cost ; I consequently entered into a contract with one for that quantity at 19/9 branded super to inspect extrafine ; it is an article that will sell well from the wharf.

« I am happy to receive such definite instructions from you as I shall be able to give parties an idea of what the market is expected to be in the Spring ; *one thing is very certain that wheat will not go lower*, for we have Americans in the market buying all over and so long as they keep with us present prices will maintained . . .

« My purchase is not a killing one fortunately ; *no need not dread a loss by it . . .*

« I saw Thompson the M.P.P. as he was stepping into the stage for Montreal ; he owns the Halton mills at Galt ; his price was 21/3. If you should think proper to make him an offer the brand is good, *but your mark I fear is too low for him . . . I will make a bargain for the 2,000 barrels* » (17 février).

« The Messrs Molson and Co may feel annoyed at my purchase but I will stand all the burnt of the loss if any » (19 février).

« I mentioned in my last that I might sell the 2,000 barrels Spring wheat flour *and do better with the money here . . . I can get 1/6 advance on all the flour I bought up here* » (24 mars).

« I am sorry I did not acquaint you by Telegraph of the gradual rise, but I thought that *you had made up your minds not to exceed 19/3 @ 19/6* ; and I dare say it is only since your conversation with Stephens from time to time that you feel inclined to go higher » (27 mars).

Le revirement du marché de Montréal vers New-York va se faire sentir sur le coût du transport ; non seulement le blé américain ne viendra pas vers Montréal par les canaux du Saint-Laurent, dont on achève précisément la construction cette même année 1848, mais le blé canadien lui-même s'acheminera vers New-York, par le canal Érié, au grand profit des affréteurs américains.

« Freights will be low this year ; I can get all I want at 2/6 through to Montreal » (4 février).

« I have endeavoured to find out what the actual freight to Montreal will be but you can get no decisive answer from the forwarders as yet ; they will all say I will do it as cheap as another » (11 février).

« Forwarders can't say what freight will be ; all anxious to get the stuff » (17 février).

« An Oswego forwarder offers to contract to take flour through to New York at 3/6 per barrel from here [Hamilton] . . .

« It is just as well that I made an arrangement with Colclugh for freight at 2/9 from Dundas *and under if carried by any of the other forwarders for less* ; but it strikes me that the forwarders intend to play the same game as they did last year : 2/6 from Kingston » (28 février).

V. L'importance historique de cette correspondance tient à la description que Birss fournit d'un mode nouveau de crédit bancaire que l'historiographie canadienne présente habituellement comme étant apparu plus tard ; il s'agit du crédit sur garantie d'un connaissance d'entrepôt. D'une façon générale, l'on croit que cette institution de droit commercial est née d'une loi de 1859 qui donnait permission aux banques de se satisfaire de cette

garantie.¹ Il y a danger en histoire économique et sociale à se fier trop exclusivement aux documents législatifs qui, parfois, peuvent n'avoir pour objet que d'institutionnaliser des pratiques, et même des structures, ayant existé longtemps avant de mériter l'attention du législateur ; ainsi en est-il du crédit bancaire sur garantie d'un connaissance d'entrepôt qui est apparu au moins onze ans avant qu'une loi bancaire n'en fasse mention. Car 1848 semble marquer la naissance au Canada de cette coutume commerciale ; aux yeux du marchand Birss, elle apparaît comme toute nouvelle et copiée pour la première fois sur la pratique américaine.

Birss ne cesse, tout au long de sa correspondance, de définir la crise par la rareté des moyens de paiement ; à son avis, s'il n'y a pas de transactions, c'est que les acheteurs n'ont pas suffisamment de monnaie ; de plus, lorsque les prix sont en hausse, certains vendeurs, par besoin de liquidités, ne pourront se permettre, comme font les autres, de refuser de vendre en attendant que la hausse se poursuive. Et là où Birss se révèle particulièrement intelligent, c'est lorsqu'il parvient à distinguer que cette rareté n'est pas toujours réelle, qu'elle peut être artificielle, provoquée par la constitution d'encaisses de liquidités oisives, ces encaisses, aux yeux de Birss, n'ayant pour objet que la spéculation. Quand on croit que les prix sont en baisse, on n'achète pas, attendant des prix plus bas ; on accumule des disponibilités liquides. Au contraire, dès que les prix manifestent une tendance à la hausse, on se dépêche d'acheter, on accumule des stocks de marchandises pour les revendre quand le niveau des prix se sera élevé sensiblement et que l'on craindra un renversement de la tendance.

L'intervention des banques, qui consentent plus de facilités de crédit dans une conjoncture de hausse, va précisément accroître le processus de stockage des produits ; les meuniers qui bénéficient du crédit des banques vont pouvoir accumuler de la farine même s'ils ne vendent pas ; de même les agriculteurs vont-ils pouvoir stocker le blé et refuser de vendre ; dans les deux cas les banques auront contribué à faire hausser les prix. Mais si le stockage de la farine permet aux meuniers d'acheter du blé et de faire tourner leurs meules, l'accumulation de blé des agriculteurs risque d'entraver les transactions, du moins à l'intérieur de ce secteur de la production.

C'est ce qui explique que les prix du blé ne fluctuent pas parallèlement aux prix de la farine. Suivant la description de Birss, le prix de la farine se serait d'abord élevé parce que les meuneries n'avaient accumulé aucun stock ; puis, la demande américaine se portant principalement sur le blé, les prix du blé ont augmenté ; ce qui a freiné la hausse des prix de la farine, à tel point que les meuniers ont commencé à craindre pour leur marge bénéficiaire ; mais ils n'ont pu faire autrement que de se mettre à l'emploi de ces grands marchands de farine qui ont acheté directement le blé et les ont fait travailler en les rémunérant à la façon.

¹ W. T. EASTERBROOK et H. G. J. AITKEN, *op. cit.*, 459.

Mais les meuniers, à qui les banques ont consenti du crédit sur garantie de leurs connaissements d'entrepôt, ont commencé à acheter du blé sans même avoir d'acheteurs pour leur farine ; car ils ont imaginé la stratégie d'enlever le plus de blé possible à l'accaparement des Américains et de les forcer finalement à acheter de la farine. Nous imaginons l'acharnement de ces meuniers qui avaient investi des sommes considérables dans l'espérance de moudre une grande quantité de blé du Mid-Ouest américain et qui se voyaient subitement menacés de ne même pas recevoir le blé canadien. Leur stratégie réussira, mais elle fera temporairement hausser considérablement le prix du blé, surtout lorsque les banques se mettront de la partie en consentant du crédit aux agriculteurs. À un certain moment, la partie deviendra tellement tendue que toute transaction sera arrêtée : les vendeurs croyant que la hausse n'est pas terminée refuseront de se départir de leur blé, les acheteurs n'acceptant plus de se plier à de telles exigences. Finalement, les meuniers remporteront la partie sur les Américains ; ceux-ci ne trouveront pas suffisamment de blé et devront acheter de la farine, ce qui aura enfin pour effet de faire hausser très rapidement les prix de cette dernière.

« Though money is scarce, yet the millers who have flour for sale are not anxious to part with it at 18/9 knowing that there are some purchasers at present in the market . . . » (5 février).

« I informed myself as best could who had flour for sale . . . Those who had it were not inclined to sell at present prices . . . The store houses are as yet bare but next week will make a great difference . . . I expect to buy a lot of 600 barrels at Port Dover if the owners have not sold. *They want the money.* There was more wheat received at the mills the past week than probably all the winter » (11 février).

« Several millers have waited on me today expecting a command to buy wheat and grind it . . . the farmers are not so needy as to sell immediately, they will hold on ; farther West they are putting it into store taking a receipt for the quantity and at a convenient season will sell . . . »

« It does not appear to me that there is a scarcity of money to buy produce [blé] ; at all the mills I have visited there appeared to be abundance ; some so full as to cease buying for a little while » (17 février).

« . . . the farmers are pretty independent, wont sell even at present prices ; they are storing it for better times . . . Young . . . has taken up another mill towards Preston, which makes the 3^d viz : the Gore, Aberdeen and Kerby's . . . *notwithstanding the great cry out about scarcity of money there are a great many buyers . . .* In the case where a miller is well off, known to be rich, I think he would have no difficulty in raising funds through the *Banks which would enable him to hold over his flour.* I think *SOME OF THE BANKS ARE ADOPTING THE PLAN OF THE BUFFALO BANKS, THAT OF TAKING THE STORE HOUSE RECEIPTS* and when the property is sold the money is returned in. One thing is certain that wheat can scarcely ever be less than what has been for it this winter, *except in the months of August and December before the Bank credits are issued and the farmer must sell a certain portion of his crop to pay his way* » (19 février).

« Wheat is a dangerous article to enter upon at a late season when there are many in the market ; for you must make up you mind to pay 2 @ 3 d. more than you intended for *THE MILLERS WILL RUN IT UP RATHER THAN LET IT PASS THEIR DOOR* and once you begin you must go on till you get your quantum » (23 février).

« Nothing doing the last few days in produce, *the buyers being unwilling to meet the views of the sellers* . . . Y. H. and K. are still in the market ; they are turning their attention to wheat more than flour » (28 février).

« No wheat of any consequence is coming here, *the millers buy it up before it reaches town* . . .

Nothing new here, *money scarce*, business very dull » (3 mars).

« There are some millers who hold pretty large stocks at high prices . . .

« There are certain seasons of the year *WHEN MONEY WITH MONEY IN HAND CAN BE MADE* up here ; many of the millers, the wealthy in property, spare little or no means of stocking their mills ; they probably get a credit from the Bank for 1,000 @ £2,000 and *deposit the receipts for the flour in the Bank as security* ; if an offer is made for it that will pay a bare shilling profit, they let it slide hoping to be more lively ; such has been the case this winter ; any quantity might have been bought at 17/6 for the last brands in the latter end of December and January when times are dull, and *before the Banks could issue credits there is all times a certain quantity of wheat that can be had at the market price, no matter how low* . . . I might sell the 2,000 barrels Spring wheat flour *and do better with the money here* » (24 mars).

« At the time I made my purchases here there were some paying higher prices ; 19/3 was the current price but little offering ; since then *THE AMERICANS, NOT BEING ABLE TO BUY THE QUANTITY OF WHEAT THEY WANTED, LAID OUT THEIR MEANS IN FLOUR* : had it not been for that the price would not have gone up ; the principle millers here were never inclined to sell under 20/., now they ask 21/3 @ 22/6 ; but there is nothing to warrant such high prices, 21/. is the highest I have heard paid for fine » (27 mars).

C'est ce jour-là même, le 27 mars, que la spéculation semble prendre fin :

« There is one thing to consider that we shall not have the same speculators in our market as formerly ; they have all moved off the stage. »

Le jeu est terminé ; les acteurs se retirent de la scène.

CONCLUSION

Cet article n'a voulu être que le commentaire d'une correspondance particulièrement significative. Ces documents nous ont permis de nous placer au centre des préoccupations quotidiennes de marchands et de meuniers pris au cœur d'une crise économique profonde, mais qui, en même temps, tentent de profiter d'une spéculation inattendue.

Certes, les changements de température sont-ils sans cesse à craindre, mais plus tragique encore est le revirement de la politique commerciale de l'Angleterre. Que le Canada puisse se tourner vers les États-Unis, cela va permettre à l'économie de se rétablir peu à peu, tant par l'ouverture d'un nouveau marché que par l'adoption des méthodes commerciales et des procédés techniques américains. En 1854, les deux pays pourront signer un traité de réciprocité commerciale. En attendant, ce qui, dans quelques pays, comme les États-Unis par exemple, apparaîtra comme une simple crise conjoncturelle, marquera profondément toute la société canadienne.

À Montréal, en 1849, la population de langue anglaise exprimera violemment son ressentiment à l'égard de l'Angleterre et exigera, par des émeutes et l'incendie des édifices publics, l'annexion politique du Canada aux États-Unis. Cependant, la population anglaise de la province occidentale du Canada refusera de suivre le mouvement et convaincra celle de Montréal de taire ses revendications. Les documents que nous venons d'analyser permettent de mieux comprendre cette divergence de vue. Pour la population de la province occidentale du Canada, une solution économique était immédiatement apparue à la crise : on orientait vers New-York ce que Londres ne voulait plus recevoir. Bien sûr, dans le contexte de cette correspondance, cet allègement est temporaire ; il tient à la mauvaise récolte de l'Ouest américain. Nous savons que le revirement fut beaucoup plus profond et que, malgré des problèmes de capacité excédentaire dans la meunerie et le transport, les autres secteurs, dont, le principal, la production forestière, se tournèrent eux aussi vers le marché américain. À Montréal, par contre, aucune solution économique ne pouvait être envisagée ; c'est pourquoi les problèmes passèrent au niveau politique et on chercha à obtenir par la violence ce que d'autres trouvèrent dans des relations commerciales.

C'est finalement sur une note amère que se termine cette correspondance de James H. Birss :

« The quantity of grain in England seems large as well the supplies from the Baltic abundant so that should New York and Canada fall short in their shipments, *it will not be felt.* »

C'est la dernière phrase de la dernière lettre qui nous soit parvenue de cette correspondance. Elle ne pouvait mieux marquer le caractère arbitraire de certaines relations commerciales de l'Empire britannique et le destin européen de l'Angleterre.

Pour les contemporains, tous les problèmes sont quotidiens ; pour l'histoire des civilisations, certaines évolutions perdurent au delà d'un siècle ; c'est le partage des historiens de devoir apercevoir celles-ci à travers ceux-là.

Alfred DUBUC

*Département de sciences économiques,
Université de Montréal.*